

Le marché seul ne suffit pas

DAVID ROBICHAUD ET PATRICK TURMEL, *La juste part. Repenser les inégalités, la richesse et la fabrication des grille-pains*, Montréal, Ateliers 10, 2012, 102 pages

Louis Perron

Volume 7, numéro 2, printemps 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68730ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Perron, L. (2013). Compte rendu de [Le marché seul ne suffit pas / DAVID ROBICHAUD ET PATRICK TURMEL, *La juste part. Repenser les inégalités, la richesse et la fabrication des grille-pains*, Montréal, Ateliers 10, 2012, 102 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 7(2), 13–13.

LE MARCHÉ SEUL NE SUFFIT PAS

Louis Perron

DAVID ROBICHAUD ET
PATRICK TURMEL
**LA JUSTE PART. REPENSER
LES INÉGALITÉS, LA RICHESSE
ET LA FABRICATION DES
GRILLE-PAINS**
Montréal, Ateliers 10, 2012, 102 pages

Ce court essai d'éthique publique, paru dans la collection « Documents » de l'équipe du magazine culture et société *Nouveau Projet*, et cosigné par deux professeurs de philosophie, David Robichaud (Université d'Ottawa) et Patrick Turmel (Université Laval), aborde la difficile, mais combien actuelle question de la distribution de la richesse. Divisé en 15 petits chapitres, l'ouvrage est un remarquable essai de vulgarisation, susceptible de rejoindre un large public. Le souci pédagogique est supporté par un design fort à propos et très réussi.

D'entrée de jeu, les auteurs identifient deux conceptions opposées de la juste part, l'une axée sur la méritocratie et l'autre sur la coopération sociale. Prenant résolument parti pour la seconde conception, ils défendent la thèse selon laquelle la richesse est un produit social et non le résultat du seul effort des individus. « L'objectif premier de cet ouvrage, écrivent-ils, est de rendre compte de l'importance de la coopération sociale pour toute production de richesse. Il nous permettra de rejeter l'idée selon laquelle certains peuvent légitimement s'opposer à la redistribution en invoquant des arguments moraux fondés sur le droit de propriété ou le mérite économique » (p. 12). C'est donc à la société qu'il revient de redistribuer la richesse si l'on souhaite dépasser conception étroitement économiste de la juste part.

Après avoir démontré, par l'exemple du grille-pain, qu'il n'est pas de société sans coopération sociale, les auteurs démontent l'utopie capitaliste du « self-made-man ». Ils rappellent les positions du philosophe anglais John Locke (1632-1704), aux origines du libéralisme économique. Selon Locke, les droits de la personne sont naturels et ne dépendent en rien de la collectivité. De plus, la situation naturelle de l'homme, avant l'entrée en société, s'apparente à la situation de marché. Toute intervention de l'État devient alors suspecte et doit être réduite le plus possible.

À l'utopie capitaliste basée sur la compétition, Robichaud et Turmel opposent le fait que les marchés reposent sur des conditions institutionnelles spécifiques et qu'ils doivent être régulés. Ils distinguent trois formes d'interaction sociale: la coordina-

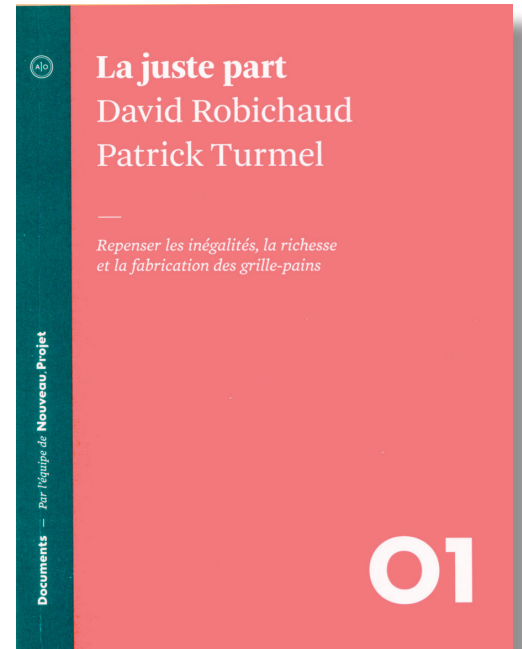
tion, la coopération et la compétition qui jouent chacune un rôle important, mais qui nécessitent toutes une contrainte de la liberté, et donc une intervention extérieure aux individus. L'examen successif de ces trois formes croise sur son parcours les principaux penseurs anglo-saxons à l'origine de la tradition politicoéconomique moderne, qu'il s'agisse de Thomas Hobbes (1588-1679), de David Hume (1711-1778) ou d'Adam Smith (1723-1790).

Il ressort de ce bref parcours critique qu'il n'est pas de production économique ni d'interaction sociale sans coopération entre les acteurs sociaux. La société tient ensemble du fait d'une longue évolution culturelle qui lui a conféré son cadre normatif; chaque individu est le produit de l'histoire collective. Ce fait fonde la critique de la méritocratie: le succès ne se ramène pas au seul mérite personnel; le contexte et les circonstances comptent tout autant, sinon davantage.

La juste part est un pamphlet senti contre l'économisme actuel, contre la conception néolibérale du marché, contre la droite économique et un vibrant plaidoyer pour l'intervention étatique. Non, le marché n'est pas une instance naturelle autorégulatrice !

Robichaud et Turmel pensent que certaines inégalités salariales sont justifiées parce qu'elles contribuent au bien-être collectif. Toutes les inégalités sont cependant loin de l'être. Ils critiquent la théorie du ruissellement économique qui signe à leurs yeux de manière patente l'échec des politiques néolibérales. Il faut donc rejeter les inégalités croissantes qui fleurissent aujourd'hui et refuser de succomber au charme de la droite néo-libérale. Il faut plutôt comprendre que l'égalité profite à tout le monde et que le bonheur social est lié au niveau général d'égalité d'une société. Si donc la richesse sociale est le fruit de la coopération, il faut intervenir collectivement et ne pas s'en remettre au seul marché. La coopération sociale est à l'avantage de tous.

Les deux philosophes rejettent un égalitarisme radical. Le marché n'est pas que négatif, s'il est bien régulé. Il reste que le marché a tendance à créer des inégalités de richesse. D'où la nécessité de mécanismes institutionnels de redistribution par l'impôt progressif, la taxation des biens et services. Le livre se clôt sur un véritable plaidoyer pour l'impôt.



Quelle société voulons-nous? Une ploutocratie ou une société juste? Cette question est assurément urgente et essentielle. Ce n'est pas le dernier mérite des auteurs que de la poser courageusement et lucidement aujourd'hui même si, aussi criant soit-il, le problème des inégalités sociales est aussi l'un des plus vieux de l'humanité, comme en témoigne l'épigramme de Plutarque en tête de volume. *La juste part* est un pamphlet senti contre l'économisme actuel, contre la conception néolibérale du marché, contre la droite économique et un vibrant plaidoyer pour l'intervention étatique. Non, le marché n'est pas une instance naturelle autorégulatrice !

Pour asseoir cette thèse, Robichaud et Turmel s'appuient sur une approche philosophique que l'on peut qualifier d'analytique au sens large du terme. On y trouve en effet la référence à un corpus essentiellement anglo-saxon et ce mélange de réflexion, de données empiriques, d'analyses de cas et d'historiettes amusantes qui caractérise la tradition analytique. De ce point de vue, ce petit ouvrage peut légitimement servir d'introduction à la philosophie politico-sociale propre à ce courant de pensée.

Une autre remarque s'impose en ce qui a trait aux présupposés philosophiques des auteurs. Leur argumentation s'inscrit dans le courant utilitariste, qui retient comme critère éthique de l'action la maximisation du bonheur pour le plus grand nombre. Les dernières lignes de l'introduction sont à cet égard éloquentes: « Nous suggérerons qu'une distribution plus égalitaire des richesses est collectivement avantageuse: elle permet d'améliorer le niveau de bonheur et de satisfaction de tous les membres de la société, qu'ils soient affreusement pauvres ou effrontément riches » (p. 12). Ainsi, s'il est d'une autre école, tout en souscrivant au propos de fond, le lecteur pourra diverger d'opinion quant à la stratégie d'argumentation retenue par Robichaud et Turmel. Il reste que le petit essai qu'ils proposent est plein d'intelligence et d'à-propos. ♦